

## L'attentat de Nicolaïef

Pour adopter une position politique envers les derniers et graves événements de Russie, il faudrait posséder des renseignements exacts sur la nature politique du groupe dont faisait partie Nicolaïef, sur les buts qu'il s'assignait, les moyens qu'il préconisait. Mais c'est sans doute pour éviter que les communistes puissent connaître la réalité que le gouvernement soviétique, immédiatement après l'attentat, alors qu'il connaissait l'identité politique de son auteur, commençait par la cacher aux ouvriers russes et des autres pays, prenant en toute hâte les dispositions nécessaires pour que le geste de Nicolaïef ne révèle pas les conditions qui l'avaient déterminé, mais soit connu au travers d'une falsification pouvant raffermir le pouvoir politique du centrisme. Pas de procès, car Nicolaïef n'appartenant pas à la bande des contre-révolutionnaires à la solde des classes abattues par la Révolution d'Octobre, la « popope » n'aurait pas réussi et loin d'avoir l'attitude lâche du comédien qui sait pouvoir obtenir un avancement d'autant plus grand dans la hiérarchie de la bureaucratie étatique, que ses confessions seront plus graves, Nicolaïef, à l'encontre de Ramsine, aurait bravé, non apitoyé ses juges, expliqué et revendiqué son geste, non renié et méprisé son attentat. Alors, les centristes décident qu'il n'y aura pas de procès et que la tragédie du « Centre de Leningrad » ne sera connue que par les bourreaux et dans les officines de la Guepéou, où les épithètes de révolutionnaire et contre-révolutionnaire s'échangeront entre détenteurs de la « ligne » possédant des armes pour défendre leur omnipotence et leur vie; pour interdire l'entrée aux ouvriers qui, s'ils pouvaient entendre et comprendre, pourraient aussi menacer les tenants soviétique de la contre-révolution; et des accusés qui ne pourront plus donner à leur vie le seul prix qu'ils souhaitaient lui attacher, non celui d'être vécue, mais de se sacrifier pour le prolétariat qui ne pourra même pas connaître pourquoi on les aura fusillés.

Comme le marxisme est une méthode qui permet de comprendre les événements, non d'après l'étalage des facteurs qui les composent, mais d'après leur en-

treplacement, leur communion et surtout d'après les circonstances politiques qui les entourent, les conditionnent, les expliquent, il nous est possible d'affirmer catégoriquement que les têtes coupées par le bourreau centriste ne couvriraient pas des cerveaux de contre-révolutionnaires, que le main centriste qui a tué n'a pas été guidée par « la révolution qui se défend », mais par la contre-révolution qui pourchasse, persécute, assassine. En effet, qu'aurait pu prouver l'attentat de Leningrad? Il aurait pu vider un conflit théorique qui durait depuis 1927; Staline n'avait-il pas affirmé que l'opposition était la pointe d'avant-garde de la contre-révolution? N'avait-il pas dit qu'en dehors de la politique du socialisme dans un seul pays, tous les autres courants d'opposition n'étaient que des aspects différents, des variantes de la bourgeoisie mondiale? Eh bien, l'occasion était là: un partisan de cette bande de la contre-révolution avait tiré sur un « chef bolchévik »; relié idéologiquement avec l'ancienne opposition zinoviéviste, Nicolaïef s'était évidemment abouché avec le consul d'une petite puissance manœuvrée par un grand Etat fasciste. Tous les éléments étaient donc réunis pour confirmer avec éclat la « justesse du pronostic de Staline » et au bout du rouleau devaient se trouver Hitler, Trotsky et Zinovief armant Nicolaïef qui tuera. Kyrov.

Quand on pose ce problème: pourquoi, avec Ramsine et d'autres émissaires anglais ou allemands a-t-on fait de grands procès à sensation? Pourquoi avec le « Centre de Leningrad » a-t-on procédé autrement? Ce « pourquoi » décèle la réalité et s'il ne nous permet pas de connaître les positions politiques du « Centre » incriminé, il nous permet toutefois de comprendre les raisons pour lesquelles le centrisme a dû avoir recours à des exécutions massives. S'il a recours à des procédés sommaires, c'est qu'il ne doit pas faire face à des excroissances apparues inopinément dans la marche vers le socialisme, car la « société sans classe », déjà promise par Molotov en octobre 1932, aurait pu les rejeter par le fonctionnement régulier de la Constitution Soviétique. Il a bien autre chose qui requiert une inter-

vention exemplaire. Il ne s'agit pas, il ne suffit pas de punir; il faut aller bien au delà, il faut avoir recours aux repréailles, il faut intimider ceux qui pourraient, connaissant le « Centre de Leningrad », comprendre les mobiles du geste de Nicolaïef et reconnaître — au delà du brouillard épais du socialisme des plans — la réalité de la politique contre-révolutionnaire de la Russie Soviétique. Les circonstances qui entourent les dernières exécutions sommaires nous permettent donc de conclure que cette répression sanglante trouve sa justification non dans la marche de la révolution, mais dans la marche opposée de la contre-révolution mondiale.

Si nous élargissons notre vision aux circonstances ambiantes qui ont accompagné le procès et si nous passons à l'analyse de la situation politique qui a engendré l'attentat, nous constaterons une correspondance entre l'orientation du centrisme et les procédés auxquels il eut recours dans l'action répressive. Dernièrement, la Russie Soviétique faisait son entrée dans la Société des Nations et passait des accords politiques et même militaires avec des Etats impérialistes. Cette politique internationale ne choquait pas seulement avec les affirmations de jadis, de l'époque où la révolution était à ses débuts et qu'elle trouvait en face d'elle la coalition du capitalisme mondial, mais elle se heurtait brutalement à une réalité qui renouait tragiquement les deux pôles enchaînés en une synthèse terrible: d'un côté la défaite du mouvement ouvrier, d'un autre côté la marche progressive des relations amicales, politiques et militaires, des Etats capitalistes victorieux et de l'Etat Soviétique. Les tenailles de ce dilemme épargnèrent évidemment la gorge des protagonistes de la politique centriste et purent laisser indifférentes les grandes masses des ouvriers russes soumises à un bourrage de crânes quotidien, leur faisant croire que la victoire de Hitler ou de Doumergue, parce qu'elle aurait balayé le terrain des traîtres socialistes, était une condition à la victoire immédiate du communisme. Mais tout cela ne pouvait jeter dans la confusion des militants communistes ayant traversé une longue chaîne ininterrompue de déceptions vaines car, à chaque occasion, on avait escompté une victoire contre le stalinisme, par l'appartenance à tel ou tel autre groupe oppositionnel.

Dans le domaine intérieur, au cours du mois de novembre, un autre tournant de grande importance devait s'opérer: la suppression de la carte du pain et du rationnement de certains produits agricoles. Nous n'examinerons pas ici les interférences que ces mesures peuvent produire — dans le domaine économique et politique — dans les rapports entre la classe ouvrière et les différentes couches paysannes, comme nous n'aborderons pas, pour le moment, la répercussion inévitable que ces mesures auront sur une plus grande différenciation dans les positions respectives des ouvriers appartenant à différentes échelles de la hiérarchie productive ou dans les stratifications de la paysannerie. Nous nous bornerons, pour l'instant, à marquer la signification essentielle de ces mesures.

Nous n'avons jamais avalisé la bouffonne identification entre industrialisation et socialisme; sachant bien, d'ailleurs, qu'industrialisation peut s'identifier avec le capitalisme, nous avons toujours considéré que l'évolution progressive de l'économie ne peut être autre chose qu'une condition pour la marche vers le socialisme, ce dernier devant trouver ses débouchés non sur le terrain de la construction de la société sans classe dans un seul pays, mais dans l'œuvre révolutionnaire du prolétariat mondial. Nous n'avons donc rien à voir avec l'ivresse d'industrialisation. Mais, avec Marx, Engels et Lénine, nous considérons que le processus de la décomposition de l'Etat ouvrier pour faire place à une société sans classes, n'a rien à voir avec les dernières mesures soviétiques. Le chemin de l'anéantissement de l'Etat socialiste signifie croissante atténuation — jusqu'à sa disparition — des mesures coercitives, alors que se développe la fonction des organismes centralisateurs d'administration de la société. La mort graduelle de l'Etat prolétarien est donc accompagnée non de l'extinction de la nécessité d'un organe régularisateur de comptabilité sociale, mais par la seule extinction des fonctions de contrainte. Les dernières mesures soviétiques cèdent une partie de l'initiative économique que détenaient, avant l'Etat, à des formations paysannes et marchandes dont on veut stimuler l'activité productive par le mirage de la conquête d'un pouvoir économique. Et qu'on ne vienne pas nous objecter que la comparaison statistique entre les positions